



DÉPUTÉS COMMUNISTES

## Communiqué

Paris, le 5 décembre 2018

### **La représentation nationale ne doit pas trahir les attentes populaires**

La déclaration du Premier ministre, devant l'Assemblée nationale, n'était pas à la hauteur des attentes du mouvement social qui saisit notre pays et ne cesse de s'étendre. Le Gouvernement semble plus que jamais coupé du peuple. Il ne l'entend pas. Le président de la République, le Premier ministre et sa majorité parlementaire sont décidément complètement déconnectés. Une situation qui témoigne de la crise démocratique et institutionnelle que nous traversons.

Alors qu'il fallait déclarer un état d'urgence sociale, le Premier ministre répond micro-mesures provisoires.

Alors qu'une page d'Histoire est en train de s'écrire, dans la longue lignée des grands mouvements populaires par lesquels notre peuple a affirmé sa soif de justice et de dignité, la majorité s'imagine qu'il ne s'agit que d'un incident de parcours.

La dignité de notre peuple, bafouée par un pouvoir indifférent et méprisant, appelle une réaction de la représentation nationale qui soit à la hauteur. A la hauteur des menaces qui pèsent sur la paix civile et l'activité économique de nos territoires.

La Constitution de notre V<sup>e</sup> République, bien qu'à bout de souffle, offre aujourd'hui la possibilité aux députés de censurer le Gouvernement pour signifier à ce régime hyper-présidentialiste qu'il est temps de rendre justice au peuple. Une censure constituerait l'acte de naissance d'un nouveau Gouvernement dont le mandat ne pourrait ignorer les revendications économiques, sociales et environnementales légitimes du mouvement populaire. La majorité de notre assemblée doit désormais prendre ses responsabilités et porter, par la censure, la voix de la majorité populaire.

**Contact presse : 01 40 63 60 84 ou 06 74 11 62 77**